

Article

« Natalité et responsabilité sociale »

Gary Caldwell

Cahiers québécois de démographie, vol. 8, n° 2, 1979, p. 15-27.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/600788ar>

DOI: 10.7202/600788ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Cahiers québécois de démographie
Vol. 8, no 2, août 1979

CALDWELL, Gary : Natalité et responsabilité sociale

RÉSUMÉ

Ce qui caractérise la période de l'après-guerre, c'est surtout une phase de modernisation accélérée, au moyen de l'adoption de nouveaux besoins, de modèles de comportement et de pratiques techniques venant de l'extérieur. On a alors pu croire qu'on adopterait les manifestations extérieures de ces pratiques tout en restant vierge quant au fond de la culture québécoise, mais le Québec a en réalité accueilli la modernisation à brides abattues. Les conséquences en sont: un matérialisme déchaîné, un individualisme galopant et la généralisation de l'éthique du progrès technologique (croissance et centralisation).

Avoir des enfants dans ce monde où tout est rationalisé, donc centralisé, présente un double inconvénient; le milieu d'appui (la communauté immédiate) d'autrefois qui permettait un partage des responsabilités et allégeait le fardeau des enfants n'existe plus parce que nous l'avons morcelé pour le rationaliser, et le fait d'avoir des enfants nuit à notre participation efficace dans ce beau monde de carrières à l'intérieur de nos bureaucraties où nous pouvons nous libérer et nous épanouir.

Dans ce contexte, existe-t-il une action sociale susceptible d'amener les jeunes couples à opter pour un ou deux enfants de plus? Il faudrait reconstituer un milieu d'appui pour les familles. Les familles ne peuvent pas et ne fonctionnent pas bien si elles ne s'insèrent pas à l'intérieur de communautés de base suffisamment resserrées (milieu d'appui), à moins qu'elles ne soient elles-mêmes assez nombreuses pour constituer des réseaux de parenté étendus, ce qui ne sera plus le cas au Québec.

Si seulement on savait soumettre la technique matérielle et organisationnelle à une direction humaine, nous pourrions créer des communautés qui resteraient quand même, grâce à l'emploi judicieux de la technologie, ouvertes à des expériences et des mondes plus vastes.

Cahiers québécois de démographie
Vol. 8, no 2, août 1979

NATALITÉ ET RESPONSABILITÉ SOCIALE

par

Garry Caldwell*

Avant tout, bien que je sois un peu surpris de me trouver ici, je voudrais remercier le Conseil de m'avoir fourni l'occasion de faire une mise au point intellectuelle et personnelle concernant notre préoccupation d'aujourd'hui: la natalité et la responsabilité sociale.

Je dis intellectuelle et personnelle parce que je me présente ici aujourd'hui aussi bien en tant que membre de la société québécoise qui se doit de formuler sa propre éthique sociale qu'en tant qu'observateur et analyste de

* Département de sociologie, Université Bishop. Cet exposé a été présenté en février 1979, lors du colloque "Naître au Québec" organisé par le Conseil des Affaires sociales et de la Famille. Le texte en a été reproduit en entier dans le Rapport des délibérations du colloque du CASF sur le thème "Naître au Québec" février 1979, Dossier, Conseil des Affaires sociales et de la Famille, 1979, Québec, 181 pages, pages 48 à 53.

cette même société. J'aborderai donc le sujet à l'étude dans la double perspective de l'éthique et de l'analyse sociale (dans la mesure de mes capacités) et je ne m'en excuse pas. En dernière analyse, pour tous ceux qui partagent la tradition gréco-judéo-chrétienne, il ne peut en être autrement. Dans cette tradition, nous sommes, tous et chacun, responsables vis-à-vis la société dans laquelle nous vivons; nous ne pouvons échapper à cette responsabilité tout experts ou sociologues que nous soyons - aussi libérés et épanouis que nous pouvons être! (en lisant: La situation des familles québécoises, j'ai bien vu que nous sommes bel et bien entrés au Québec dans l'ère de la "libération" et de "l'épanouissement" personnels). C'est surtout parce que je me trouve aujourd'hui parmi des gens qui ont, d'une façon active et concrète, assumé cette responsabilité - dans un climat général d'indifférence, d'abdication et même de rejet envers cette même responsabilité sociale - que je me trouve honoré.

Sans autre préambule - je n'ai que vingt minutes - je fonce dans le vif du sujet. La démarche que je suivrai comporte quatre étapes principales: d'abord un survol de quelques changements survenus au Québec depuis la guerre; ensuite, l'énoncé de certaines conséquences de ces changements, surtout sur le plan de la famille et de la natalité; puis, la question de ce qu'on peut faire face à cette situation; enfin, une tentative de réponse par la suggestion d'une politique que j'illustre à l'aide d'exemples concrets.

Un survol (ou plutôt une caricature) des changements sociaux survenus depuis la guerre au Québec

Ce qui caractérise la période de l'après-guerre, c'est surtout une

phase de modernisation accélérée. Par modernisation, je ne veux pas dire tout à fait ce qu'on entend habituellement par ce mot dans son sens plutôt normatif-positif. J'emploie le terme pour signifier l'adoption de modèles de comportement, de besoins, de pratiques technologiques et de valeurs qui viennent d'ailleurs des sociétés qui sont, par rapport à ces différentes composantes culturelles, plus "avancées".

Les années cinquante et soixante ont vu l'effondrement des contraintes sociales traditionnelles, parallèlement à la mise en place de nouveaux réseaux de communication (surtout avec la télévision à partir de 1952 et l'usage plus répandu de l'automobile). Ces deux facteurs - l'atrophie d'une certaine forme de contrôle social et l'apparition de nouveaux canaux d'une efficacité inusitée de transmission des symboles et des valeurs - faisant suite à un changement structurel déjà accompli et à une préparation idéologique qui couvait déjà depuis longtemps, ont donné lieu à une véritable crue culturelle... et le barrage s'est écroulé.

De plus, la croissance économique et démographique qui caractérisait le début de cette période a facilité la création d'un climat dans lequel on pouvait croire que tout était possible. En période d'expansion, les conséquences de nouveaux modèles culturels retiennent moins notre attention parce que nous les absorbons plus facilement - la marge de manoeuvre étant plus grande et le climat plus optimiste.

Après l'adoption de nouveaux besoins, de modèles de comportement et de pratiques techniques venant de l'extérieur, l'acceptation des valeurs et

des critères - l'idéologie même - qui sous-entendaient ces mêmes pratiques culturelles (dans le sens plus large du terme) était à prévoir. Et c'est cela qui s'est effectivement produit, même si on a pu croire qu'on adopterait les manifestations extérieures de ces pratiques tout en restant vierge quant au fond de la culture québécoise. Entre découvrir Carl Rogers et gober les "Big Mac's", il y a une filiation certaine même si elle est complexe.

Les conséquences de la modernisation

Mal armé pour résister, n'ayant pas eu le temps de créer les anticorps culturels nécessaires pour mieux défendre son intégrité sociale, le Québec a accueilli la modernisation à brides abattues. Les conséquences peuvent, à mon avis, se résumer ainsi: un matérialisme déchaîné, un individualisme galopant, et la généralisation de l'éthique du progrès technologique (croissance et centralisation).

Jusqu'ici j'ai employé un langage abstrait. Pour mieux cerner ces conséquences, je procéderai à partir de cas concrets avant d'aborder les conséquences sur la natalité au Québec. Prenons le cas du mouvement des caisses populaires, une institution bien enracinée dans la société québécoise et explicitement encadrée par une idéologie communautaire qui fut institutionnalisée jusqu'à être inscrite dans des lois. Avec le progrès économique, l'implantation d'une société de consommation, l'asservissement à la technologie du marketing, de la gestion et de l'information, l'idéologie initiale du mouvement fait place tout simplement à une idéologie de croissance en actifs et en immeubles.

Empêcher qu'une caisse ne grossisse au point que des rapports significatifs ne soient plus possibles avec la communauté qu'elle dessert, se soucier de fonctionner dans l'intérêt des sociétaires, ou même de respecter la Loi des Caisses d'Epargne et de Crédit, tout cela a reculé devant le rouleau compresseur de la croissance. Vous vous souvenez de la caisse scolaire, et bien, presque partout on l'a abandonnée parce qu'elle n'était pas rentable. Dans le domaine scolaire nous avons tous assisté à une "rationalisation" qui se continue. Dans le but initial d'élargir l'éventail des choix individuels et ensuite pour "rationaliser" l'emploi des équipements on a centralisé et bureaucratisé. Concrètement, on a fermé des écoles élémentaires qui venaient à peine d'être construites et dont la clientèle pouvait atteindre cent élèves. Les parents n'avaient qu'à se consoler en pensant à toutes les chances qui attendaient leurs bambins de six ans dans une école plus éloignée. Quand un des parrains même de la modernisation de l'éducation, Guy Rocher, est devenu désenchanté de ce qui se passait, il était trop tard, les anciennes écoles avaient déjà été vendues et des bureaucrates de la centralisation étaient déjà installés avec fonction de rentabiliser des grosses boîtes pas encore payées. Quoi faire avec des enfants qui rendus à seize ans ne veulent plus se scolariser, quand on nous a fait croire que la seule porte de la réussite pour les enfants était une scolarisation poussée?

Parlons donc un peu des services médicaux; ils sont maintenant accessibles à tout le monde et les enfants ne meurent plus en bas âge. Toutefois pour avoir accès à un médecin pour traiter une otite, il faut patienter avec son enfant une couple d'heures dans un hôpital. Aussi, une simple infection à une oreille entraîne de nos jours, pour la plupart des parents, des

frais de déplacement et la perte d'une demi-journée. L'accessibilité aux services médicaux n'a pas eu pour les familles la même signification que pour les comptables du ministère - c'est peut-être pour cela que le Docteur Marcus Welby a été si populaire au Québec. Lui, au moins, trouve le moyen d'être présent quand vient le temps d'accoucher. Là encore, après avoir constaté qu'on avait oublié certains coûts humains non quantifiables, on a essayé dans certains cas de décentraliser, mais trop tard; les médecins étaient devenus comme tout le monde, disponibles à heure fixe, il fallait garder leurs postes à tous ces gens qui font fonctionner le système de soins.

Tous ces postes, dans le système scolaire, dans le système des caisses, dans le système de soins à la personne ont ouvert des carrières intéressantes, avec, surtout des salaires intéressants. Oui, la rationalisation engendre des bureaucraties qui elles, créent des emplois; et on avait besoin de ces emplois, d'autant plus que les femmes aussi font maintenant carrière.

Finalement, et il fallait s'y attendre, ces gens de carrière ont commencé à rationaliser leur vie personnelle... surtout leur comportement en matière de natalité. Avoir des enfants dans ce monde où tout est rationalisé, donc centralisé, présente un double inconvénient; le milieu d'appui (la communauté immédiate) d'autrefois qui permettait un partage des responsabilités et allégeait le fardeau des enfants n'existe plus parce que nous l'avons morcelé pour le rationaliser; et le fait d'avoir des enfants nuit à notre participation efficace dans ce beau monde de carrières à l'intérieur de nos bureaucraties où nous pouvons nous libérer et nous épanouir (sinon dans la carrière même, du moins avec l'argent qu'on y gagne).

Décidément, il n'est pas difficile de comprendre que les gens choisissent d'éviter une situation qu'ils entrevoient comme une situation de relative privation. Les jeunes couples font des choix rationnels. N'est-ce pas ce qu'on leur a appris en créant le milieu morcelé et centralisé dans lequel ils vivent. Rationalisons le milieu, et les habitants finiront pas adopter pour eux-mêmes une logique semblable... l'ère du bénévolat et des sacrifices est révolue. "Qu'est-ce que ça peut bien m'apporter d'avoir des enfants? Des sacrifices, un ou deux, ça suffit. Après tout, la liberté et l'épanouissement, c'est pour moi aussi".

Que peut-on faire devant une telle situation?

Existe-t-il une action sociale susceptible d'amener les jeunes couples à opter pour un ou deux enfants de plus? Cette action, si elle est possible, serait du ressort de qui? Avant d'aborder ces questions, je voudrais énoncer certaines affirmations que nous prenons pour acquises et qui sont reconnues implicitement dans ce qui suit, mais que nous ne pouvons pas discuter plus longuement dans les limites d'une telle présentation. Considérons d'abord comme acquis, pour les fins de cette discussion, qu'un taux de croissance négative de la population québécoise n'est pas souhaitable - il faut, au moins, une "croissance zéro". Postulons de plus qu'il soit acquis que tout membre adulte de la société québécoise doit directement ou indirectement partager la responsabilité d'assurer le maintien biologique de cette société, c'est-à-dire le fardeau de la procréation et de la socialisation des enfants. Considérons aussi comme acquis qu'il n'est ni possible ni souhaitable de reculer sur le plan de la liberté et de l'épanouissement de soi. En dernier lieu, acceptons

que des mesures ponctuelles et sectorielles comme une hausse des allocations familiales, une aide au logement, des garderies n'aient que peu d'influence sur la natalité.

Avec tous ces postulats comme toile de fond, pouvons-nous trouver quelque chose qui pousserait les jeunes à choisir d'avoir un ou deux enfants de plus qu'ils n'en ont actuellement. En toute humilité, j'avance l'hypothèse qu'il faut chercher du côté où le Conseil et Colette Carisse se sont déjà aventurés, mais où ils n'ont fait que souligner l'importance, dans une allusion restée sans suite dans le cas de C. Carisse⁽¹⁾ et dans le cas du Conseil, sans suggérer les changements structuraux qui s'imposent. Je veux parler de la reconstitution d'un milieu d'appui pour les familles: une sorte de "dé-modernisation" du milieu de vie immédiat en somme! Les familles ne peuvent pas et ne fonctionnent pas bien si elles ne s'insèrent pas à l'intérieur de communautés de base suffisamment resserrées (milieu d'appui) -- à moins qu'elles ne soient elles-mêmes assez nombreuses pour constituer des réseaux de parenté étendus -- ce qui ne sera plus le cas au Québec.

Qu'est-ce qu'un milieu d'appui?

Ce milieu d'appui dont j'affirme la nécessité, qu'est-il? C'est la communauté immédiate dont la famille a besoin pour l'appuyer. Cette communauté

(1) "La notion de quartier, l'ensemble d'habitations et de services à la vie quotidienne, est rarement abordée, du moins dans les références que nous avons consultées". Colette Carisse, La Famille: mythe et réalité québécoise (Québec: Conseil des Affaires sociales et de la famille, 1974) p. 164.

existe lorsque les individus qui en font partie peuvent avoir des contacts interpersonnels qui ne sont pas purement instrumentaux mais dénotent un réel intérêt non-rationnel des uns envers les autres; dans cette communauté, l'entraide physique et morale s'exerce spontanément sans se traduire nécessairement en échanges de valeur équivalente; les personnes individuelles peuvent s'y tailler une identité et une fierté en s'intégrant aux activités de la communauté; et finalement, les enfants y sont valorisés et se sentent en parfaite sécurité à tout moment parce que tous se considèrent leurs protecteurs. Dans un tel milieu le fardeau qu'accompagne la mise au monde d'enfants est allégé du fait que les ressources du milieu sont largement à la disposition des parents et qu'un tel milieu valorise la paternité et la maternité.

Pour que la communauté qui entoure immédiatement la famille constitue un milieu d'appui, trois conditions sont absolument essentielles: base territoriale commune, une population de taille limitée et des institutions communes. Des regroupements ou des communautés d'intérêts ne sont pas suffisants. Quant à l'ordre de grandeur, je pense à un maximum de mille personnes car il est très difficile de connaître plus de mille personnes. En ce qui concerne la troisième exigence, il faut que ces personnes puissent se rencontrer dans le cadre d'activités qui ont pour elles une signification réelle, d'où la nécessité d'avoir des institutions en commun.

Pour être conséquent avec moi-même, je dois m'inscrire en faux contre les premiers paragraphes de la section trois "Le communautaire" du chapitre quatre de La situation des familles québécoises. Il y est question de l'importance des "communautés d'intérêt" et de stimuler des regroupements secto-

riels. C'est là, selon moi, une illusion de l'homme de l'appareil qui ne veut pas, ou ne peut pas, vivre dans le pays réel de son voisinage immédiat, aussi mutilé soit-il quant à sa vie communautaire. Un peu plus loin, le Conseil revient au véritable enjeu. "La société a besoin d'une action communautaire bénévole et les familles ont besoin d'élargir leur réseau de solidarité (...). Ce réseau (...) garantit aux individus et familles une certaine protection contre une dépendance abusive face à l'Etat et aux professionnels dans la recherche de solutions à leurs problèmes." Après avoir énoncé que "L'objectif qui sous-tend l'action bénévole est la prise en charge par les individus, les familles et le milieu de leurs propres problèmes à l'intérieur des communautés", le Conseil appuie cette action mais d'une approbation purement incitative sans se rendre jusqu'aux conséquences logiques d'une telle position. Si le Conseil "souscrit entièrement à cet objectif et juge indispensable d'encourager et de supporter les initiatives émanant du milieu et des familles elles-mêmes", il devra se pencher sur les moyens à prendre pour faire revivre ces communautés, sans quoi rien n'émanera de nulle part.

Comment promouvoir un tel milieu d'appui au Québec

Ce qu'il faut faire est assez simple; c'est la volonté de le faire qui fait défaut. Au départ, il faut revaloriser la base territoriale comme unité de vie, ensuite réduire la taille des institutions pour les faire correspondre à cette base territoriale. Là où c'est techniquement possible (non pas bureaucratiquement), on pourrait ramener les services à l'intérieur de la base territoriale. Pour reprendre mes exemples de tout à l'heure: il faudrait des écoles élémentaires de cent élèves au moins; des caisses populaires qui n'aient

pas plus de mille sociétaires et qu'un des 1,5 médecins que nous avons (approximativement) par 1,000 habitants réside et oeuvre sur le territoire-limite desservi par cette école et cette caisse populaire.

Une telle situation dont l'école, la caisse et le médecin ne sont en quelque sorte qu'une indication un peu caricaturale peut vous sembler vaine, utopique et même réactionnaire. Si c'est le cas, je soumets qu'une réaction semblable reflèterait les méfaits d'un degré de modernisme très avancé. Si seulement on savait soumettre la technique matérielle et organisationnelle à une direction humaine (plutôt que de la laisser nous entraîner dans sa propre logique), nous pourrions créer des communautés qui (tout en formant des réseaux de solidarité) resteraient quand même, grâce à l'emploi judicieux de la technologie (les facilités de transport et de communication dont nous jouissons), ouvertes à des expériences et des mondes plus vastes. Dans notre participation continue à ces mondes plus larges, nous pourrions continuer de trouver des occasions et des moyens de libération et d'épanouissement.

Des milieux d'appui tels que nous les avons décrits existent en ce moment au Québec: il faudrait aller voir comment s'y comportent la famille et la natalité.